

Bilan d'activité - Partie II : 2017-2019

Contexte général

Le bilan de désillusion et de trahison des gouvernements Hollande-Ayrault/Valls et Cazeneuve avec une part belle au profit du patronat aura fait le berceau de la montée de l'extrême droite et de l'élection d'Emmanuel Macron à la présidentielle de mai 2017 ainsi qu'à la victoire de son nouveau parti aux législatives. Celui-ci qui aura déjà été à la manœuvre en tant que secrétaire général adjoint du cabinet puis ministre de l'économie a été à l'origine de la loi dite « Macron » banalisant le travail du dimanche, permettant les trajets réguliers de longues distances en autocars fragilisant la SNCF, déréglementant certaines professions, réformant la justice prud'homale...

Le gouvernement Macron/Philippe, s'il s'inscrit dans la logique d'austérité des gouvernements précédents assume totalement un changement de paradigme avec une volonté délibérée de détruire les fondements de notre modèle social au détriment des valeurs solidaires et au profit du capital.

Alors que les conflits sociaux s'accumulent, Emmanuel MACRON, usant de sa légitimité électorale, entend bien mettre en place coûte que coûte la totalité de ses projets. Opposant les populations les moins bien loties entre elles (chômeurs contre salariés, précaires contre fonctionnaires, actifs contre retraités, etc.), il entend imposer sa vision d'une société du « ruissellement » dans laquelle seuls les premiers de cordée seraient pourvoyeurs de richesses et consentiraient à donner quelques miettes à ceux qui ne sont rien ! Les réformes engagées et envisagées vont toutes dans le même sens pour développer une culture de type entreprise privée et new management y compris dans la fonction publique. Ce qui implique une accélération de l'individualisation des parcours et des prises de risques à l'opposé des valeurs de solidarité, d'égalité, d'accessibilité et de traitement sur tout le territoire. Répondant au dogme de baisse des dépenses publiques il entend casser un modèle social, qui tout en étant perfectible, repose sur une redistribution des richesses et a permis d'amortir socialement les effets de la crise pour beaucoup.

Cela passe par la poursuite de la casse du code du travail en réformant par ordonnances et celle de la fonction publique avec plusieurs lois.

Celle pour un Etat au service d'une société de confiance (loi ESSOC). Sous couvert de simplification des relations de l'administration avec les usagers est instauré un droit à l'erreur et un droit au contrôle des administrés qui affaiblit le pouvoir de contrôle et d'intervention de la puissance publique au profit des entreprises et justifie les baisses d'effectifs et de moyens annoncés sur le quinquennat. La loi de transformation de la fonction publique transpose certaines dispositions appliquées dans le privé qui menacent les statuts, notamment l'individualisation de la rémunération, la précarisation avec le recours accru au contrat, la suppression des CT et CHSCT et la création d'une nouvelle instance aux prérogatives amoindries, la suppression des CAP mobilité et promotion, ... Dans la Fonction Publique c'est aussi la poursuite de la baisse du pouvoir d'achat par le blocage du point d'indice, le rétablissement du jour de carence, une mauvaise compensation de la hausse de la CSG,...

Par ailleurs, le chômage de masse persiste et les fermetures d'entreprises se poursuivent à coups de licenciements effrontément appelés « plans de sauvegarde de l'emploi », les inégalités sociales se creusent avec des mesures injustes comme la suppression de l'ISF, la continuité des cadeaux fiscaux aux entreprises, la hausse du prix des carburants, l'augmentation de la CSG, la baisse des APL, la baisse des pensions et retraites, la suppression des implantations de proximité des services publics...Le ras le bol fiscal et le déni de démocratie a déclenché le mouvement des gilets jaunes dont la première manifestation a eu lieu le 17 novembre 2018.

Mais le mécontentement et la colère s'expriment aussi depuis des années à travers les mobilisations des salariés qui ne sont pas entendus. Depuis des mois, la convergence des luttes se construit et révèle le caractère insurrectionnel de cette période : gilets jaunes, salariés en grève, marches pour le climat, lycéens, étudiants,... Et pourtant le Président Macron annonce qu'il ne reviendra pas sur ses orientations politiques alors même qu'il a organisé sa campagne pour les élections européennes aux frais du contribuable sous couvert d'un soit disant « grand débat national ». Plutôt un « grand enfumage » pour faire passer les réformes sur lesquelles il persiste et signe, notamment le projet de loi sur la fonction publique dans le cadre d'AP2022, la loi d'orientation des mobilités, la retraite par points, ceci au service de l'austérité budgétaire ! Ces réformes vont à l'encontre des besoins de démocratie et de réduction des inégalités sociales, territoriales auxquels aspirent la population, les salariés.

A cela le gouvernement continue de répondre par la répression, l'intimidation et l'atteinte au

droit de manifester notamment au travers de la loi dite «anti-casseur» sans ignorer les pratiques les plus douteuses et possiblement condamnables de certains proches du pouvoir notamment avec «l'affaire Benalla». La répression est considérable : des milliers de blessés, mutilés, arrestations préventives, gardes à vue, incarcérations...

Ceci étant, le gouvernement est obligé de plier mais en apparence seulement car les mesures annoncées sont financées en grande partie par les contribuables, les salariés... Il ne rompt pas sur l'essentiel : la répartition des richesses et le besoin de démocratie. Chaque intervention du gouvernement, chaque annonce du président n'a fait que renforcer la colère et le mécontentement car elles ne répondent pas à la soif de justice sociale et de démocratie. Le mouvement a résisté aux tentatives de division, de renversement de l'opinion publique en dénonçant les violences et la casse.

Ce mouvement qui s'organise à travers les réseaux sociaux et bénéficie d'une couverture médiatique dont on rêverait pour nos propres initiatives nous désarçonne, nous bouscule et nous renvoie forcément à nos difficultés pour la construction d'un rapport de force de masse et de durée suffisante pour l'obtention des revendications. Bien entendu les différents gouvernements en refusant de nous écouter, en faisant avaler les couleuvres des plans sociaux ont contribué à affaiblir notre influence, à décrédibiliser nos actions et la désunion syndicale nous a entravé. Mais nous avons aussi notre part de responsabilité notamment sur notre capacité à mobiliser sur les lieux de travail, dans les services et établissements publics, dans les entreprises. Ceci rejoint la question de la stratégie des luttes et de la présence ou non de la CGT au niveau institutionnel. D'ailleurs encore aujourd'hui, la gestion de la situation en interne à l'organisation, quelque soit son niveau, interroge voire divise.

Les revendications essentielles des gilets jaunes et d'autres mouvements rejoignent les nôtres notamment l'exigence d'une fiscalité juste avec le retour de l'ISF, la hausse des salaires, des pensions et minimas sociaux. Et aussi une transition écologique et énergétique accessible à tous, juste et solidaire. Comme des services publics et des transports collectifs pour tous dans tous les territoires.

Champs ministériels

En réponse aux revendications de la FNEE-CGT, le ministre Nicolas Hulot avait fait état de sa déception sur les suppressions d'emplois mais affirmait qu'il n'était pas là pour faire du

chantage à sa démission à l'occasion de chaque arbitrage budgétaire. Il aura finalement démissionné en août 2018, invoquant son désaccord avec le libéralisme économique dominant qui accélère les inégalités sociales, amplifie le changement climatique et les pertes de biodiversité, l'austérité budgétaire et les critères de Maastricht, le peu de crédits pour la rénovation énergétique des bâtiments, le modèle agricole intensif désastreux pour la biodiversité, les agriculteurs et les citoyens, la porte gouvernementale ouverte aux lobbyistes menaçant la démocratie, le manque d'investissement dans les infrastructures de transports et le report modal ! C'est bien ce que la FNEE-CGT dénonce depuis des années aux côtés des personnels des services et des établissements publics de l'Etat pour faire valoir les investissements nécessaires aux femmes et aux hommes assurant des missions essentielles : logement, infrastructures, prévention de l'environnement et de la biodiversité, prévention des risques naturels et technologiques, aménagement du territoire, efficacité énergétique, mer et littoral, santé/environnement.

Car le cap fixé de désengagement de l'Etat dans les politiques publiques de nos champs ministériels, leur « inter-ministériation » avec les réorganisations, suppressions, transferts, privatisations de missions, est bien assumé par François de Rugy et s'est renforcé au gré des réformes (territoriale, fusion des Dreal, CAP2022, loi des mobilités,...). L'article 15 du projet de loi constitutionnelle propose l'ouverture à l'ensemble des collectivités territoriales de nouvelles possibilités d'expérimentations et de différenciations dans les domaines des compétences et des normes ; c'est le cas avec la création de la communauté européenne d'Alsace et les projets de transferts de réseaux routiers.

Les services et établissements publics ont fait l'objet d'une cure d'amaigrissement agressive.

En effet, les coups de rabots se sont succédé. Ceux-ci ont détérioré les conditions de travail, moyens de fonctionnement et missions. De 2013 à 2019 inclus, le cumul des suppressions d'emplois sur le périmètre ministériel (MTES/MCTRCT à structure comparable), aboutit à 9 000, si l'on tient compte des transferts des emplois Etat à la création du CEREMA en 2014. Sur le périmètre des établissements publics de 2008 à 2019 inclus, en tenant compte des transferts à la création de VNF, le cumul des suppressions s'élève à 4 250 emplois.

Soit environ 13 250 emplois supprimés.

Selon la circulaire du Premier ministre du 24 juillet 2018 aux préfets de région, « pour certaines missions, le rôle de l'Etat doit être réaffirmé, en renforçant si nécessaire ses moyens (...), en renforçant les capacités d'expertise », « en articulant les missions de l'Etat, des collectivités et

des opérateurs de manière plus efficiente ». La plupart des missions portées par le MTES et le MCTRCT sont citées (prévention des risques, gestion des crises, ingénierie territoriale, environnement, logement, hébergement d'urgence, transition écologique...). Mais on a encore supprimé des emplois : après - 996 en 2017, - 1345 en 2018, - 1313 en cours en 2019...

Les personnels en subissent les conséquences à tous niveaux. Les « plans PRS » ne suffisent pas, la souffrance au travail se développe et se traduit en accidents, maladies professionnelles et suicides. La responsabilité de l'Etat employeur sur la santé morale et physique est bien en cause. Les suites données aux signalements des registres obligatoires, les préconisations des CHSCT, les droits d'alerte ou de retrait, l'expertise préalable des impacts des réorganisations : c'est le travail acharné des élu.e.s CHSCT qui gêne tant ! La CGT défend les CHSCT contre leur contournement et leur destruction programmée !

En matière d'évolutions de carrières et de reconnaissance des qualifications, les taux de promotion après retour du guichet unique ont été à la baisse ! La CGT a refusé le PPCR car il ne répond pas aux besoins de revalorisation pour tous, entraîne l'allongement des carrières et pour un bon nombre des inversions.

L'évolution vers l'égalité professionnelle femmes/hommes a patiné par manque d'ambition et de moyens, sans véritables mesures contraignantes. La CGT a demandé la négociation d'un accord de haut niveau pour garantir l'égalité des rémunérations en actes, avec notamment la revalorisation des métiers et filières à prédominance féminine et l'accès aux données chiffrées pour améliorer la connaissance des situations d'inégalités. Elle a obtenu un nouveau cycle de discussions. Elle a également organisé une consultation auprès des personnels.

Les charges de travail ont pressurisé les personnels, les empêchent d'utiliser leurs droits à la formation et ont fait reculer les frontières avec la vie privée. Le comité de suivi réclamé par la CGT qui devait s'emparer de ces questions n'a été réactivé que récemment grâce à ses demandes répétées. S'il correspond à une aspiration, le télétravail n'est pas la réponse à tout. Les expérimentations révèlent une iniquité dans la capacité à l'appliquer suivant les catégories de personnels.

Les moyens alloués à l'action sociale n'ont pas répondu aux besoins accrus (logement, restauration,...). Les tentatives de suppression d'une action sociale ministérielle au profit de l'interministériel ont persisté.

Concernant la protection sociale complémentaire après le passage de la MGET à la MGEN qui n'a pas amélioré la situation, la FNEE CGT était opposée aux conditions de mise en œuvre d'un nouveau référencement. Elle a cependant participé activement au cycle de réunions et a obtenu de nombreuses avancées en ayant un rôle moteur sachant entrainer les autres organisations dans son sillage. Au final, bien qu'au regard des avancées positives gagnées par la négociation, la FNEE-CGT a refusé de signer le protocole d'accord pour cause de recul en matière de couverture santé, prévoyance et dépendance. Dans le cadre des réformes engagées au niveau fonction publique, elle a procédé à une consultation des personnels.

La FNEE-CGT s'est inscrite dans toutes les initiatives de mobilisations interprofessionnelles et Fonction Publique. Elle relayé les appels à la grève en fonction des remontées des composantes fédérales tout en tenant compte des difficultés pour mobiliser les personnels dans les services. A ce propos, elle a maintes fois constaté que les actions dont l'origine était au plus près du terrain obtenaient de meilleurs résultats. Dans ce sens, elle a envisagé la construction d'une action sur nos champs ministériels en lien avec les réformes annoncées pour chaque secteur afin de la proposer ensuite aux autres OS.

Les Instances Représentatives du Personnel et le dialogue social

Elections professionnelles

De scrutin en scrutin, les élections ont du mal à enthousiasmer et mobiliser les foules. Les interprétations possibles de cet état de fait sont diverses. Ceci étant, il y a des scrutins pour lesquels la participation et l'intérêt sont au rendez-vous, notamment dans les élections professionnelles. Cela a été le cas pour les élections générales dans la fonction publique du 06 décembre 2018 avec bien entendu des écarts suivant les secteurs. Aux MTES et MCTRCT, malgré certaines entraves dues à des dysfonctionnements d'organisation de la part de l'administration n'ayant pas permis à tous les agents qui le souhaitaient de voter, le taux de participation de 73% (75% en 2014) pour le scrutin au CTM, confirme s'il en était besoin l'importance que revêt la représentation syndicale pour les agents. Les réformes actuelles détruisent les socles fondamentaux de la fonction publique (attaque des statuts, abandons, transferts, privatisations de missions, individualisation de la rémunération au mérite, recours accru à la contractualisation, suppressions de postes,...) et remettent en cause les prérogatives des institutions représentatives des personnels avec la volonté de supprimer les CT et les CHSCT obtenus de longue lutte et de réduire les prérogatives des CAP et CCP pour n'en faire que des

lieux de recours individuels. La CGT combat ses projets et pousse d'autres propositions et revendications pour une fonction publique digne du 21^{ème} siècle. Elle œuvre pour le renforcement des lieux d'expression, d'intervention et pour des droits nouveaux pour les personnels et leurs représentants. En la plaçant première organisation syndicale au CTM avec 24,5% des voix et 5 sièges sur 15, les agents qui ont voté pour elle partagent la plupart de ses orientations. Elle a également obtenu de nombreux sièges dans les CAP et CCP avec une percée chez les ITPE. Des représentants CGT ont été élus à l'unanimité par les autres organisations syndicales au secrétariat du CHSCT-M et à la présidence du CCAS, instances nationales.

Les atteintes au bon fonctionnement des Instances Représentatives du Personnel (IRP) se sont poursuivies et l'agenda social des ministères censé aller jusqu'en 2019 est toujours en panne.

Par exemple, suite à la négociation sur le référencement d'une protection sociale complémentaire, alors que la participation au comité de suivi de toutes les OS représentatives signataires ou non avait été établie, sur décision directe du ministre De Rugy, cette disposition a été balayée de manière autoritaire écartant la CGT. Cela remet en cause le crédit que la FNEE-CGT peut accorder au mandat donné au DRH pour négocier.

L'administration a tenté à plusieurs reprises d'imposer ses délégations à la CGT en fonction de l'ordre du jour des réunions. La CGT a protesté contre ces agissements et entend bien imposer ses désignations.

Après les élections de décembre 2018, avec FO et la FSU, la CGT a boycotté le premier CTM de la mandature pour couper court aux velléités de remises en cause des moyens mis à disposition des élus dans les CAP (notamment pour les suppléants). Nous avons finalement eu gain de cause. Par contre, suite à l'audience du 10 avril sur les droits et moyens syndicaux, au cabinet du ministre, celui-ci a répondu négativement à notre demande de pérennisation de temps syndical affecté spécifiquement au MTES/MCTRCT en fonction du nombre de sièges obtenus en CTM. Cette remise en cause se fait sur demande d'harmonisation des pratiques au niveau de la Fonction Publique. Nous considérons que cette décision relève d'une volonté dogmatique de restreindre la capacité des représentants des personnels dans l'exercice de leurs mandats et donc d'une atteinte à l'expression de celles et ceux qui les ont élus. Ceci est à mettre en perspective avec le projet de loi de transformation de la fonction publique qui prévoit notamment la suppression des CT, CHSCT et une régression des prérogatives des CAP.

A la veille des élections professionnelles de décembre, le DRH des MTES MCTRCT, a indiqué

vouloir rediscuter des droits et moyens syndicaux. Cette discussion devait porter sur les garanties pour les permanents syndicaux en matière de déroulement de carrière, de maintien des rémunérations, mais également sur les mises à dispositions de locaux, de moyens de fonctionnement matériels et financiers. Si quelques avancées positives ont été accordées en matière de déroulement de carrière sur les avancements de grade notamment, qui se font aujourd'hui dans la moyenne d'ancienneté dans le grade, aucune nouvelle garantie n'a été obtenue pour le changement de corps restant soumis à la discrétion du DRH. Concernant les moyens de fonctionnement, les prestations de fournitures de matériels de bureaux, papier, photocopieurs, etc., seront désormais valorisés financièrement, et le niveau des prestations sera uniquement maintenu au niveau antérieur.

La CGT a siégé dans d'autres instances nationales, notamment comité technique central des directions départementales interministérielles (CTC des DDI), commission ministérielle de formation professionnelle (CMFP), comité de gestion des centres de vacances (CGCV). Elle a aussi été mandatée par la confédération pour siéger aux conseils nationaux de la transition écologique (CNTE), conseil national de la mer et des littoraux (CNML), comité national de la biodiversité (CNB), conseil économique, social et environnemental (CESE), ...

Cadre unitaire

Dans la continuité des années précédentes, l'arc unitaire CGT, FO, FSU et solidaires des MTES et MCTRCT s'est maintenu pour les appels à la mobilisation et à la grève dans les cadres interprofessionnels et fonction publique. Cette intersyndicale a perduré y compris dans une période de campagne électorale à forts enjeux. Celle-ci s'est élargie à la CFDT et à l'UNSA notamment dans le cadre des discussions sur le référencement pour la protection sociale complémentaire et dans la mobilisation fonction publique de 2019. La CGT a presque toujours été à l'initiative de ces constructions unitaires.

Les Initiatives fédérales

Celles-ci ont jalonné la mandature et ont été de tous ordres. Les repères chronologiques annexés à ce bilan en retracent une liste plus complète mais non exhaustive. Néanmoins nous pouvons énumérer les suivantes :

- Audiences ministérielles notamment à l'occasion des remaniements
- Nombreuses lettres d'interpellation à tous niveaux (DRH, SG, ministres, ...) et sur de nombreux sujets
- Travail au sein des instances représentatives nationales (CTM, CHSCT M, CCAS, groupes de travail, ...) avec rassemblements d'élus et/ou de personnels, dépôts de vœux ou de motions, boycotts
- Lettres aux personnels sur AP2022 juillet 2018
- Tenue de conférences ou de points presse à l'occasion de la présentation des PLF
- Rassemblement et sitting IGN, Météo France et CEREMA11 décembre 2017 à Saint-Mandé
- Rassemblement et audience Biennale des territoires du CEREMA à Montrouge le 18 mars 2019
- Rassemblement et tractage assises de la biodiversité ...
- Tractage dans le cadre des assises de la mobilité avec l'UIT
- Publications communiqués fédéraux
- Appels fédéraux issus des CEF
- Organisation et participation à la 11^{ème} conférence de l'UIT en novembre 2017
- Réunion des élus et candidats potentiels des CAP nationales (juillet 2018)
- Constitution des listes CTM et CAP nationales pour les élections
- Réalisation des professions de foi CTM et CAP nationales
- Recours au TA situation ex-IAM
- Recours au TA cas individuels
- Présence de la FNEE aux congrès des composantes fédérales, des organisations de la CGT et d'autres OS sur invitation.

Les dossiers

- Suites des réformes (territoriale, fusions Dreal, CAP2022, ...)
- Revue des missions de l'Etat dans le cadre d'AP2022
- DDI : « préfectoralisation », mutualisations, ... (en lien avec l'UFSE)
- conséquences PPCR notamment inversion de carrières
- RIFSEEP
- Egalité professionnelle déclinaison accords FP
- compte personnel de formation
- Temps et charges de travail (relance récente du groupe de suivi)
- Télétravail(suivi des expérimentations)

- Retards de gestion préjudiciables aux agents
- nouveau logiciel SI RenoIRH
- Passage de 3 à 2 cycles de mobilité par an
- Fusions de corps (ingénieurs, IAM, chercheurs...)
- Décroissements effectifs MTES-MAAF
- Plan de requalification
- Titularisation (agences de l'eau, AFB, ...)
- Sécurité des personnels des routes
- Amiante
- Pénibilité
- Transfert des parcs et réforme statutaire des OPA
- Transfert des IPCSR et DPCSR vers le ministère de l'intérieur
- Assises de la mobilité et Loi LOM
- projet de démantèlement des DIR pour la création d'un EPIC « Routes de France »
- création de la collectivité européenne d'Alsace (CEA)
- Voies navigables, projet stratégique VNF, projet de dé-navigation
- Aviation civile, ciel unique, protocole, services techniques et effectifs, droit de grève
- Etablissements Publics (EP) environnement, suites création AFB et création OFB
- Contractuels environnement
- Services mer AM2022, sites POLMAR, sécurité et contrôle des navires
- CEREMA
- IFSTTAR (création université Gustave Eiffel)
- Météo-France fermeture d'antennes départementales, réorganisations,
- IGN (SAA)
- Administration Centrale, déménagements, réorganisations de services
- Création de l'ANCT
- Référencement protection sociale complémentaire
- Elections

Le revendicatif

Le cahier revendicatif fédéral a évolué au fil des dossiers, de l'actualité et des mobilisations notamment pour :

➤ La fin des suppressions de postes et des recrutements d'agents publics sous statuts publics (personnels administratifs, techniques, ouvriers d'Etat), dans les services, les établissements publics de nos ministères et dans les collectivités territoriales pour assurer les missions dans de bonnes conditions et permettre le respect du temps de travail et des garanties minimales et en

finir avec les centaines de milliers d'heures supplémentaires effectuées et perdues chaque année par les personnels

- La résorption de la précarité (« CDisation » et titularisation dans de bonnes conditions)
- L'amélioration des conditions de vie au travail, le respect du temps légal de travail et son abaissement à 32h hors horaires atypiques
- Une véritable politique de santé au travail, d'action et de protection sociales
- L'amélioration des statuts particuliers et du statut général
- Le maintien et l'amélioration de la retraite par répartition avec un départ à 60 ans à taux plein et des départs anticipés à partir de 52 ans avec 25 % de bonification du service actif pour tous les agents exposés, un véritable suivi post professionnel
- Le maintien et l'amélioration des prérogatives des CT, CHSCT, CAP, CCP
- Le respect du droit de grève et sa non remise en cause notamment dans l'aérien (DGAC), le non recours abusif aux maintiens dans l'emploi, notamment dans les DIR
- Le respect des droits à congés bonifiés
- La revalorisation des traitements par la hausse significative du point d'indice, l'augmentation des pensions, des retraites, des minimas sociaux, de meilleurs déroulements de carrière sur la base d'un SMIC à 1 800 euros bruts, l'abrogation du RIFSEEP, le refus de la rémunération au mérite, l'abrogation du jour de carence
- L'effectivité des mesures pour l'égalité professionnelle femmes/hommes et pour la lutte contre toutes les discriminations
- L'arrêt des externalisations de missions, des pertes de compétences, des privatisations, des partenariats public-privé
- Le développement des missions liées aux transitions écologique et énergétique avec des mesures d'amélioration statutaires pour les ATE/TE et les contractuels de l'environnement, des moyens humains et financiers dans le cadre de la création de l'OFB, dans les parcs nationaux, l'arrêt des suppressions de postes dans les agences de l'eau et à l'ADEME avec, pour cet établissement, le maintien des dispositions en vigueur sur le temps de travail et les carrières des agents
- Des moyens pour l'Ingénierie publique, l'expertise, les prestations et le conseil aux collectivités territoriales
- L'arrêt du désengagement de l'Etat et des moyens pour assurer les missions dans les DREAL avec notamment le maintien des laboratoires d'hydrobiologie
- L'arrêt du processus de réformes initiés dans les DDT-M et l'abandon du projet de mise en place de secrétariats généraux communs aux services de l'Etat dans les départements
- Des moyens et des effectifs pour les politiques de logement et d'hébergement avec une concertation particulière pour la mise en place du « service public de performance énergétique de l'habitat », la hausse des crédits d'Etat d'aide à la pierre, le maintien des APL et le retour au 1% logement

- Des garanties pour les personnels impactés par la création de l'ANCT (emplois, missions, rémunération, conditions de travail,...)
- La renationalisation des autoroutes, la réappropriation publique de la gestion des infrastructures de transport, l'instauration de l'écotaxe poids lourds, le maintien des DIR et l'abandon de tout projet de création d'une agence « routes de France », de privatisation ou de transfert de réseaux aux collectivités territoriales notamment dans le cadre de la création de la communauté d'Alsace, la création de parcs dans les DIR, les DIRM et les directions territoriales de VNF, la communication du rapport sur le devenir du réseau routier national
- Le développement du service public de la voie d'eau (réseau « principal » et « secondaire »). Le retour de toutes les voies d'eau dans le giron de l'Etat, des moyens humains, matériels et financiers suffisant pour mener à bien, toutes les missions d'entretien d'exploitation de grosses réparations et de grands travaux, de développement et de gestion hydraulique.
- L'arrêt des suppressions d'effectifs et le maintien d'implantations territoriales au CEREMA, à Météo France, à l'IGN et des moyens pour développer le réseau scientifique et technique, les écoles, le maintien de la personnalité morale de l'IFSTTAR dans le cadre de la création de l'Université Gustave Eiffel
- L'abandon des projets Affaires Maritimes 2022 et des moyens pour une véritable politique intégrée de la mer (maintien des sites POLMAR, maîtrise publique des missions d'inspection, de sécurité, ...)

La vie syndicale fédérale

Les réunions statutaires ont eu lieu selon les calendriers fédéraux : un secrétariat fédéral (SF) en moyenne deux fois par mois et une commission exécutive fédérale (CEF) quatre fois par an. Leurs compte-rendu ont tous été rédigés mais ont souvent été finalisés et envoyés tardivement du fait de la charge de travail.

La vie fédérale a été fortement altérée du fait de tensions entre composantes suite notamment au « non congrès » de Nouans-le-Fuzelier d'octobre 2016.

Les remplacements de membres de la CEF par cooptations avec voix délibératives n'ont pas fait l'unanimité et ont impacté la vie fédérale.

Les divergences d'orientations concernant le devenir de la fédération se sont affirmées.

Certaines composantes souhaitant sa dissolution et la création d'une union syndicale au sein de l'UFSE, d'autres souhaitant son maintien.

La démission du secrétaire général en janvier 2018 a donné lieu à l'élection de deux co-secrétaires généraux avec pour mandat transitoire de créer les conditions pour réussir les élections professionnelles et tenir un congrès fédéral fin 2019. Cet évènement a fortement

impacté le rythme et la qualité du travail fédéral du fait de sa non anticipation liée au résultat inconnu issu d'un vote avec plusieurs candidatures.

Ce changement ne satisfaisant pas une bonne partie des composantes n'a pas mis fin aux tensions internes. Malgré toutes ces difficultés, le mandat transitoire a été respecté. Du fait de l'investissement fédéral et des composantes, en s'appuyant sur le travail effectué les années passées, la CGT a retrouvé sa première position d'organisation représentative aux MTES/MCTRCT sans faire de liste commune avec la FSU et elle a créé les conditions de la tenue d'un congrès fédéral fin 2019 passant par un consensus sur des règles de mandatement transitoires et sur un projet de processus d'évolution de l'outil syndical.

La durée de mandat de six années, la situation fédérale générale, la charge de travail liée aux réformes et réorganisations successives, les départs en retraite et l'état de santé de militants ont impacté négativement le fonctionnement des collectifs de travail.

Le bureau de l'UFR (Union Fédérale des Retraités) s'est réuni régulièrement mais le non renouvellement des membres du bureau, a conduit à la participation disparate des composantes avec des difficultés de suivi dans les décisions prises. La réduction de la périodicité de parution de la circulaire fédérale n'a pas permis la diffusion d'une partie des publications.

Le champ revendicatif de la fédération ne s'est pas beaucoup développé d'abord du fait de moins de changements de périmètres, de la non rupture avec les politiques mises en œuvre, d'un fort ralentissement voire de suppression d'activité des collectifs de travail et enfin de la campagne électorale qui a beaucoup monopolisé nos forces militantes.

Le plan de formation fédéral 2017 n'a pas pu être mis en œuvre totalement du fait de l'annulation de stages faute d'inscrits. L'année 2018 a été une année blanche en termes de formation syndicale. L'année 2019, post élection a bien démarré avec des stages bien remplis.

En termes de vie syndicale, le temps mis à disposition de l'équipe fédérale déjà très réduite, a été insuffisant, faisant reporter sur l'ensemble de ses membres la charge de travail et l'accentuant. Ceci d'autant plus dans une période particulière (élections, multiplication des réunions avec l'administration, congrès, relations avec la confédération, l'UFSE, l'UIT et les autres organisations de la CGT), ceci sans nier les difficultés et tensions internes qui ont ponctué le mandat allant même jusqu'à l'empêchement d'une commission exécutive fédérale en mars 2019.

La communication de la fédération a subi des fluctuations. Active pendant la campagne électorale avec une newsletter régulière, sa parution s'est espacée ensuite. Un décrochage de la parution de la circulaire fédérale est apparu en juillet 2018, notamment lié au manque d'investissement de contributeurs. Ce retard est difficilement rattrapable. Suite aux élections, la gestion des envois de publications aux personnels suivant les corps a été déléguée aux élus des CAP. Si ce système permet plus de souplesse, il peut aussi freiner un suivi fédéral de l'activité.

La politique financière et la trésorerie feront l'objet de rapports spécifiques.

Les relations avec les organisations de la CGT

Les composantes et notre fédération sont représentées dans de nombreuses organisations de la CGT : bureau et CE de l'UFSE, secrétariat et bureau de l'UIT, bureau et CE de l'UGICT, CE de l'UCR. La fédération est constituante du CCN. Elle a participé à des collectifs ou groupes de travail confédéraux (politiques publiques, amiante et pénibilité, développement humain durable, Mer et littoral, formation syndicale, pôle et collectif économiques, vie syndicale). Par ailleurs, la fédération est représentée au Conseil d'Administration de l'AFUL et de l'Avenir Social.

Annexes :

- Repères chronologiques
- Audiences ministérielles



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 55 82 88 70
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

COMMUNIQUÉ

Rencontre du 29 juin 2017 entre la FNEE-CGT et les ministres HULOT – BORNE – MEZARD

Nicolas HULOT, ministre de la Transition écologique et solidaire, Élisabeth BORNE, ministre chargée des Transports et Jacques MEZARD, ministre de la Cohésion des territoires ont reçu la CGT pour une prise de contact.

La délégation de la FNEE-CGT^(*) a remis aux ministres des cahiers revendicatifs, notamment :

- ✓ Rémunérations et déroulements de carrière
- ✓ Plan de requalification - PPCR - RIFSEEP
- ✓ Statutaire : personnels exploitation, Ouvriers d'Etat, Ingénieurs...
- ✓ Egalité professionnelle Femme/Homme
- ✓ Originaires d'outre mer : reprise ancienneté Mayotte, récents accords en Guyane...
- ✓ CHSCT Ministériel : temps et charge de travail, droit à la déconnexion, suivi post professionnel, amiante, pénibilité...
- ✓ CCAS : situation de l'action sociale ministérielle (actifs et retraités), surgel des budgets...
- ✓ Aviation civile : effectifs, protocole, droit de grève...
- ✓ Situation des établissements publics (AFB, CEREMA, Agence de l'eau, IGN, Météo France, VNF...)
- ✓ Difficultés à tous niveaux : administration centrale, DIR, DIRM, DREAL, DDT (M)...
- ✓ Affaires maritimes et enseignement maritime
- ✓ Réseau des écoles et de la recherche
- ✓ Sécurité routière...

La CGT a porté l'exaspération des personnels confrontés aux réorganisations, aux réductions cumulées de moyens et d'effectifs...

La CGT a demandé que nos ministères redeviennent prioritaires au plan budgétaire et actifs dans tous les territoires.

Pour nos ministères, le premier indicateur de la volonté politique de ce gouvernement se mesurera au Projet de Loi de Finances 2018.

D'ores et déjà, la CGT a rendez-vous avant la fin de l'été pour fixer les contours de l'agenda social ministériel.

Le 6 juillet sera une nouvelle occasion pour porter nos revendications auprès des ministres qui présideront le Comité technique ministériel.

Montreuil, le 29 juin 2017

(*) Délégalion de la Fédération nationale CGT Equipement-Environnement : Nicolas BAILLE ; Charles BREUIL ; Norbert BOLIS ; Ivan CANDE ; Francis COMBROUZE ; Gaëtan SILENE.



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 55 82 88 70 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

Audience CGT – Ministres du MTES et MCT du 16 février 2018

La FNEE-CGT a été reçue ce jour par les ministres Nicolas Hulot, Elisabeth Borne (MTES) et Jacques Mézard (MCT) (45 minutes par organisation syndicale ...). Cette audience répondait à notre demande que les ministres exposent aux représentants au des personnels au CTL avant les arbitrages gouvernementaux leurs propositions au sujet d'Action Publique 2022.

Il en ressort que :

- **Gestion et avenir du réseau routier national.** *Les ministres veulent créer « Routes de France » (établissement public ?) en lui transférant les missions et les personnels des 11 DIR, des services d'ingénierie routière en DREAL et d'une partie de la DGITM : nous nous y opposons ! Aucun arbitrage n'est encore pris. La décision sera inscrite dans le projet de loi « Mobilités » en avril.*
Nous demandons des moyens et effectifs supplémentaires pour améliorer l'entretien, la sécurité et la mise aux normes, dans l'intérêt des usagers et de l'amélioration des conditions de travail des personnels . Nous proposons d'améliorer la coordination de la gestion des réseaux (national concédé et non concédé/départemental/communal...), d'augmenter les financements sans création de péages pour les particuliers (crédits État, crédits AFITF alimentés par une redevance nationale circulation des poids lourds, par l'affectation de plus de TICPE et la réduction de la niche fiscale pour le transport routier).
- **Avenir du CEREMA.** *Les ministres annoncent la création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT, sous forme, de Service à Compétence Nationale). Un préfigurateur (préfet) sera nommé et chargé de rendre sa copie sous 2 mois avec un comité stratégique d'élus locaux. Ceci en prétendant que cela ne remet en cause ni le CGET ni le CEREMA... Or ce dernier, est aussi mis en question pour ses activités d'expertise sur les routes et ouvrages d'art par le projet d'Agence « Routes de France ». Au CEREMA, les personnels combattent les réductions d'effectifs (103 emplois - 3,6 % en 2018) et de crédits (- 3,4 %) du budget 2018. Le président du CA a démissionné, suivi par son directeur général. Ces coupes se prolongeraient jusqu'en 2022, avec un plafond d'emplois passant de 2 899 en 2017 à 2300, sans rapport avec les besoins d'expertise et d'ingénierie et les discours sur le conseil aux territoires à apporter aux collectivités locales !*
- **Avenir de Météo France.** *Les ministres défendent le plan de « transformation ». Avec le postulat de supprimer 500 emplois d'ici 5 ans (cible de 2500 emplois, contre 3020 en 2017 et... 3716 en 2008), 2/3 des centres météo locaux seraient fermés et les prévisionnistes réduits. Le travail en réseau et l'automatisation devraient améliorer l'expertise humaine et la qualité du service public météorologique. C'est le contraire qui va se passer, en dépit des enjeux et incidences locales du réchauffement climatique et du nouveau plan national d'adaptation au changement climatique !*
- **Avenir des EP des missions « Eau et Biodiversité ».** *Les ministres annoncent une mission d'inspection sur les évolutions avec un rapport pour la fin mars. Leur idée est de faire jouer aux Agences de l'eau le rôle de pilier du financement des politiques de biodiversité en supprimant les*

crédits de l'État aux autres établissements publics, en envisageant de fusionner les 10 Parcs nationaux dans la nouvelle AFB, tout en continuant de supprimer des emplois dans les Agences de l'eau, à l'ONCFS et dans les Parcs (-92 dès 2018). Selon nous, la priorité doit être celle de recrutements pour assurer correctement les missions traditionnelles et nouvelles de ces établissements publics. En dix ans le total de ces emplois baisse de 70 (5258 en 2018 contre 5326 en 2008), alors que de nouveaux établissements ont été créés par fusion ou redéploiement.

- **Avenir des DREAL et DDT**

Les ministres réaffirment la nécessité d'un maillage territorial suffisant, sans plus de précision sur les moyens. Par ailleurs le ministre Hulot fait état de divergences entre les ministères sur l'avenir de Directions Régionale. Il s'oppose à un basculement DREAL interministérielle et porte l'acquis de DREAL, service déconcentré du ministère. En revanche aucun des ministre ne répond aux interrogations de la CGT concernant l'avenir des DDT-M.

- **Avenir DGAC.** Les effectifs de l'aviation civile (DGAC et ENAC) ont été « préservés » pour 2017-2019 à la suite des mobilisations de 2016. Cela doit être confirmé pour 2019. Les recrutements doivent reprendre au vu des départs en retraite et des besoins connus en hausse du trafic aérien. Concernant les Assises de l'aérien, le gouvernement doit refuser la mise en cause du droit de grève des personnels de la DGAC, qui prévoit déjà un service minimum.

- **Logement Hébergement Urbanisme**

Les ministres soulignent l'impact de la dématérialisation sur les organisations de travail et sur sur les personnels. Ils assurent que les prêts de la caisse des dépôts compenseront les effets les coupes budgétaires frappant le logements social.

- **Conditions de travail et dialogue social.** Tous les signaux sont au rouge : par exemple en administration centrale les dépassements horaires non rémunérées équivalent à une centaine de postes, l'accidentologie meurtrit les personnels d'exploitation (DIR, DIRM , VNF ...). Le cumul des réorganisations permanentes et des baisses d'effectifs défait les équipes et met en danger les agents de toutes catégories, avec des risques psychosociaux en hausse. Les personnels d'encadrement sont contraints de faire accepter à leurs équipes le décalage missions/moyens ou bien de trouver un autre poste... Nous refusons les projets gouvernementaux de supprimer les CHSCT, de vider les CAP de leurs compétences, d'augmenter encore la part individuelle et flexible de la rémunération !

La volonté d'un changement profond est plus que jamais d'actualité. Après la saignée de 2018 (1345 suppressions d'emplois), le ministre Hulot confirme la volonté du gouvernement de « changer en profondeur » les politiques et organisations publiques. Derrière tout cela, la baisse des moyens et des effectifs : véritable destruction des services et établissements.

Mobilisation massive et unitaire le 22 mars 2018 de tous les personnels

Le service public est un bien commun. Défendons le !



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 48 51 62 50 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

Audience du 22 novembre avec François de Rugy : les personnels dérangent ?

L'audience de la FNEE-CGT à la demande de François de Rugy, ministre d'Etat, les cabinets MTES et Transports, la secrétaire générale et le DRH a duré deux heures. Notre délégation a présenté au ministre les revendications des personnels, les problèmes et enjeux, pour nos statuts, missions, effectifs et nos organisations de travail dans les services (*AC, DREAL, DIR, DIRM, DDT, à la DGAC*, ainsi que dans tous **nos établissements publics**), à quelques jours des arbitrages du Premier ministre sur AP 2022.

Le dossier des écoles du Ministère (*ENTE, ENTPE, ENPC, ENSG...*) a été soulevé avec la demande de recrutements de promotions de fonctionnaires et de diffusion du rapport d'état des lieux « panorama ». Nous avons pointé l'avenir et les moyens de l'**IFSTTAR** (avec les projets de fusion des organismes du projet FUTURE et le projet d'Université Gustave Eiffel). Et sommes revenus sur la situation au **CEREMA**, encore aggravée par les « liens » avec les projets ANCT (Agence nationale de cohésion des territoires) et RNF (Routes Nationales de France)...

A été remise au ministre la lettre confédérale CGT demandant que 1° la France soutienne le projet de position sur la « Transition Juste et Solidaire » (COP 24 Climat). Le ministre a répondu que cela serait le cas. 2° le « plan national de programmation des emplois et compétences » prévue par la loi de transition énergétique de 2015, soit enfin soumis à concertation avec les partenaires sociaux, en lien avec la programmation pluriannuelle de l'énergie. Le cabinet a répondu que le gouvernement réunira à ce sujet mi-décembre les organisations syndicales et le patronat.

Les premières annonces du ministre en réponse à nos demandes et revendications.

S'agissant des OPA, deux nouvelles concrètes : 1° la signature hier par le Budget de l'arrêté revalorisant les premiers niveaux de classification. 2° réunion interministérielle le 11 décembre avec le ministère du Budget et de la Fonction Publique sur le chantier statutaire. Sur l'exigence de reprise des recrutements, avec la procédure de « passer outre » ministériel au refus du contrôleur budgétaire, le ministre verra à l'issue de cette réunion.

Concernant la DGAC, la ministre des Transports nous avait affirmé son attachement au maintien de la DGAC dans la fonction publique (et son hostilité à la proposition d'une Agence faite par le comité CAP 2022). **Deux éléments nouveaux** : 1° la proposition de loi sénatoriale pour limiter le droit de grève à la DGAC, qui émane de l'opposition, n'engage pas le gouvernement. 2° le ministre étudie avec le DGAC le besoin de recrutements pour faire face à la croissance des missions et du trafic, au-delà du maintien des effectifs en 2019.

Sur la création de l'**Agence Routes Nationales de France et les transferts du RRNC**, les ministres devraient recevoir le rapport des Inspections (IGF/CGEDD) d'ici « dix jours ». Le ministre n'a donc pas de position. A la DIR EST, le transfert du RRNC à la collectivité Alsace, a fait l'objet d'une rencontre du DGITM avec les OS de la DIR cette semaine. Mais pour le ministre, c'est une situation atypique car il assure ne pas être saisi de demandes de transfert de routes nationales aux Régions ou aux Métropoles. S'agissant de nouveaux transferts aux SCA (sociétés concessionnaires d'autoroutes), le directeur de cabinet nous informe qu'une saisine du Conseil d'Etat est en cours sur les limites ou possibilités vis-à-vis du droit de la concurrence et des remarques de l'ARAFER (Autorité de Régulation des Activités Ferroviaires et Routières).

Sur le projet de loi **de fusion AFB/ONCFS au 1^{er} janvier 2020**, le ministre précise que la première lecture aura lieu à l'Assemblée nationale avant fin décembre, puis le Sénat au premier trimestre 2019. Nos

amendements votés au CTM sur la mention des milieux marins seront intégrés au texte selon la Direction de l'Eau et de la Biodiversité. Pour le ministre, la question des moyens en effectifs reste ouverte... Mais il ne répond pas, comme au CTM, sur les suppressions de 100 emplois à l'ONCFS et l'AFB en 2018 et 2019.

Sur la proposition de loi **créant l'ANCT dès 2019** (devenue projet de loi gouvernemental après adoption au Sénat le 8 novembre), le ministre assure veiller au maintien des compétences et budgets de l'ADEME et du CEREMA, vis-à-vis des pouvoirs donnés aux préfets délégués territoriaux de l'ANCT. Il conçoit les missions de cette Agence comme le pendant pour les territoires ruraux, de l'ANRU pour les quartiers en rénovation urbaine. Il ne répond pas à nos demandes : que les DDT interviennent sur les choix préfectoraux de projets, que les moyens et les effectifs de la politique de la ville soient précisés et garantis comme le demandent nos collègues du CGET (qui seraient intégrés dans une ANCT, EP « hybride » EPIC et EPA, centrée sur les territoires ruraux).

Sur les suites d'AP 2022, nous demandons au ministre de se montrer très ferme vis-à-vis de la volonté du ministère de l'intérieur de faire main basse sur nos réseaux DREAL, DIRM, DDT, à coups de modularité / mutualisation / « préfectoralisation »/ fusion de BOP... Et considérons que la note de la SG aux services du premier ministre est insuffisante. Il faut un engagement fort des deux ministres contre les passages en force pour le comité interministériel du 12 décembre sur AP 2022 et les réorganisations préfectorales, suppressions de missions... Le ministre dit qu'il défendra nos DR contre les projets préfectoraux de transferts au niveau départemental, qu'il tient à des services techniques ministériels viables et crédibles pour assurer toutes nos missions.

En matière de « dialogue social », de conditions de travail et de respect des droits ...

- **Protection sociale complémentaire** : la MGEN est retenue comme mutuelle référencée par nos employeurs. Nous demandons à siéger au comité de suivi.
- **Egalité professionnelle entre Femmes et Hommes** : les organisations syndicales ont proposé ensemble 7 moyens d'actions à retrouver dans un projet de protocole... Une réponse devrait nous parvenir prochainement.
- **« Temps, charges de travail, droit à la déconnexion »** : le groupe de travail sous l'égide du CHSCTM doit démarrer après les élections du 6 décembre... Nous avons révélé au ministre l'épuisement de beaucoup d'agents à tout niveau hiérarchique, le mal être au travail, les dépassements horaires permanents et non compensés, l'accidentologie élevée dans les secteurs d'exploitation. Le niveau des effectifs, le rôle et les moyens des CHSCT et des actions de prévention sont bien en cause.
- **Dégâts de PPCR et du RIFSEEP** : le DRH reconnaît que les demandes pour empêcher les inversions de carrière des agents de catégories C intégrés en B par concours ou promotion, ont été refusées par le Budget et la Fonction Publique. L'individualisation du système indemnitaire CIA et part variable du RIFSEEP est dangereuse pour les collectifs de travail et les mobilités choisies... Ces « souplesses » semblent plaire au ministre ! Nous redemandons la dérogation de passage au RIFSEEP pour les corps techniques !
- **Médecine de prévention** : exemple en centrale, toujours pas de médecin pour des milliers d'agents ! Le ministre nous assure d'une mise en concurrence pour un prestataire médical.
- **Météo France et ailleurs...** Nous avons dit au ministre que les méthodes inacceptables de repérage et de fichage des « opposants » ou « irréductibles » sont inacceptables et à proscrire. Et ce, dans tous les services et établissements publics. **Le ministre et la secrétaire générale en ont convenu.** Nous avons exprimé notre désaccord total avec sa justification par les « nouvelles technologies » de 500 suppressions d'emplois à réaliser d'ici 2022... Mais le ministre a alors mentionné son regret de questions parlementaires établissant un lien entre suppressions d'emplois dans les prévisions des crues et prévisions Météo en territoires, l'expertise technique, et les conséquences d'inondations dans le Sud.

Visiblement les expressions des personnels et de la CGT contre les suppressions d'emplois, comme nos difficultés pour assurer nos missions de service public, dérangeant... Non à la « Destruction Publique 2022 et aux pleins pouvoirs aux préfets ».

Nous avons des droits, faisons-nous entendre et respecter : le 6 décembre je vote CGT !



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 55 82 88 70 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipement.cgt.fr

Audience du 4 février 2019 avec la ministre Jacqueline Gourault

La ministre de la cohésion des territoires et des relations avec les collectivités (MCT RCT) a reçu une délégation de la FNEE-CGT le 4 février. Début décembre, nous avons saisi la ministre et ses deux ministres délégués (Denormandie Logement et Ville – Lecornu relations avec les collectivités) de 4 dossiers urgents- [lire ici lettre CGT](#) du 5 décembre 2018 .

- **LOGEMENT, URBANISME, RENOVATION URBAINE**

1°) **Nous avons fait part à la ministre de la gravité de la situation du logement social, comme de l'hébergement d'urgence dans les territoires.** Baisse des capacités de construction et de rénovation des logements sociaux par les prélèvements sur les organismes HLM : - 800 M€ en 2018, - 873 M€ en 2019 et 1,5 Md€ prévu en 2020. Et la TVA sur la construction des logements sociaux resterait à 10 % (- 700 M€ par an). Hausse des loyers dans la plupart des métropoles, baisse historique des mises en chantier, 300 000 rénovations énergétiques dont 1/3 très performantes seulement au lieu de l'objectif de 500 000 par an. Doutes sur la réalité des crédits de l'ANRU pour la rénovation urbaine dans les années 2020-2022. Les slogans gouvernementaux, « se loger mieux et moins cher », « Eco-rénovons », « plus personne à la rue », se heurtent aux réalités ! En l'absence du ministre Denormandie, *la ministre nous a jugé « pessimistes » et prône « la simplification des normes ». Elle a admis qu'il fallait y voir plus clair sur les crédits ANRU 2020.*

2°) **Sur l'organisation des services Habitat-Logement des DDI, nous avons demandé :**

- Pourquoi les services accès au logement des DDCS (gestion des fichiers des demandes, DALO, attribution du contingent préfectoral, hébergement d'urgence) ne seraient pas rapprochés des services Logement-Habitat- Construction des DDT (A l'exemple de la DRHIL en Ile-de-France). Et questionné le sens de la lettre du Premier ministre du 14 janvier 2019 souhaitant « **un rapprochement des compétences en matière de solidarité et de fonctions sociales du logement avec les compétences d'insertion vers l'emploi** », en réponse au référé de la Cour des Comptes du 31 octobre 2018 (disponible sur le site Cour des Comptes). **Réponse :** *La ministre avait connaissance de cette orientation, mais n'a pas été en mesure de l'explicitier, par rapport à l'autre schéma d'un rapprochement avec les DDT.*
- Qu'il n'y ait pas de nouveau transfert de compétences « Logement ou urbanisme » de l'Etat vers les collectivités locales, comme le recommande le rapport du Comité AP 2022 présidé par la secrétaire générale du groupe immobilier Nexity, ancienne haute fonctionnaire. **Réponse :** *la ministre prend bonne note, mais ne peut rien garantir.*
- Que le plan « bâtiment durable » pour la rénovation énergétique permette d'unifier les critères des différentes aides aux rénovations de l'Etat et/ou des collectivités locales, que les plus modestes bénéficient d'une prime (subvention directe aux travaux) et non d'un crédit d'impôt. **Réponse :** *demande à porter au budget 2020, quant aux critères elle pense qu'il faut simplifier, mais ne répond pas sur l'unification.*

- Que soient concertés, comme prévu mais pas réalisé, les moyens et l'organisation du « service public de performance énergétique de l'habitat » (SPPEH) dans tous les territoires, la campagne « FAIRE » (précaires en plate-forme téléphonique payées par l'ADEME ne pouvant faire illusion). *Réponse : la ministre a pris note et admis qu'elle découvrait cette annonce de concertation...*

ANCT / Création d'une Agence nationale de la Cohésion des Territoires, regroupant la quasi-totalité du CGET, l'EPARECA-EPIC d'une quarantaine de salariés de droit privé- et France Numérique EPA). Nous avons formulé des revendications et obtenu (ou non) les réponses suivantes :

Consultation du CTM sur le texte de loi et le projet de décret créant l'Agence nationale de cohésion des territoires (ANCT qui sera mise en route dès publication de la loi –adopté au Sénat fin 2018 et à l'ordre du jour de l'Assemblée en février). *Réponse : pas d'avis obligatoire du CTM sur le projet législatif car c'est une proposition de loi, à voir sur le projet de décret (propos du DRH, la ministre étant muette sur ce point...mais admettant qu'il s'agit de fait d'un projet de loi gouvernemental, qu'elle défend avec le préfet Morvan CGET et préfigurateur de l'ANCT !)*

Création dans le nouvel établissement public d'un CT et CHSCT. *Réponse : d'accord, on va le mettre dans le texte à l'Assemblée par amendement*

Document de garanties pour les personnels : pas de mobilité géographique imposée (le siège de l'EP doit être à Paris et pas à Cahors...), maintien des rémunérations, % d'emplois publics statutaires dans l'EP avec les salariés de droit privé de l'EPARECA, missions et fonctions des agents du CGET transférés à l'Agence ou demeurant au CGET, continuité des missions et activités des agents de la direction de la ville et de la cohésion urbaine. *Réponse : avec la secrétaire générale du MCT-MTES, le préfet Morvan va préparer un projet de garanties en ce sens. Le nombre des agents demeurant demain dans le CGET serait d'une vingtaine maximum. Les crédits des BOP 112 (interventions territoriales) et 147 (politique de la Ville) resteront au CGET.*

Participation systématique de la DDT(M) au comité départemental de sélection des projets et plans de requalifications et de recrutements pour améliorer les compétences techniques de l'Etat et des EP. *Réponse : pas de réponse, sauf qu'il faut « repyramider » les emplois pour réduire encore la proportion des C, pour avoir plus de A et B+, mais sans plan de requalification, ni promotion supplémentaire, ou chiffre de recrutements affectés en DDT(M).*

De gros désaccords avec la ministre... En effet, l'ANCT pourra intervenir sur tous les domaines portés par les deux ministères MTES et MCT et leurs établissements publics et en visant aussi bien les territoires urbains que ruraux : **grand flou, grand loup...** Depuis les annonces présidentielles de l'été 2017, ni le préfet Morvan, ni les ministres, n'ont présenté le début de budget de cette agence et les crédits d'Etat pour la financer. Dans le même temps, 1300 emplois sont supprimés en moyenne chaque année depuis 5 ans, les emplois et crédits du CEREMA et de tous les EP sont réduits.

Sa vision : grâce à l'ANCT, il va enfin y avoir une coordination de l'Etat dans le département de toutes les prestations au service des collectivités locales des DDT(M), CEREMA, ADEME ANAH, ANRU... qui seront ainsi mieux connues et financées.

Formule publicitaire ou lalalissade ? Bien évidemment... la ministre nous assure qu'il n'y aura pas d'amputation supplémentaire des crédits du CEREMA ou de l'ADEME par l'ANCT, assume les suppressions d'emplois et s'étonne de nos préventions vis-à-vis des préfets et pouvoirs du ministère de l'intérieur...

Notre analyse en bref du « projet ANCT » : tout le pouvoir aux préfets de départements en réponse aux projets et besoins des collectivités sur des critères autoritaires de choix politiques, avec le pompage de tous les budgets des directions et/ou des établissements publics ministériels, au nom d'une ingénierie dont le pouvoir réduit chaque année les moyens, les compétences et financements. Le mieux est sans doute de citer le ministre de l'Intérieur : « nous sommes le ministère de l'Etat dans les territoires ».



FEDERATION NATIONALE DE L'EQUIPEMENT ET DE L'ENVIRONNEMENT

263 rue de Paris – case 543 – 93515 Montreuil Cedex
tél. : 01 55 82 88 75 – Fax : 01 55 82 88 70 –
E mail : fd.equipement@cgt.fr - Site : www.equipementcgt.fr

Audience CGT – Ministres du MTES et MCT du 16 février 2018

La FNEE-CGT a été reçue ce jour par les ministres Nicolas Hulot, Elisabeth Borne (MTES) et Jacques Mézard (MCT) (45 minutes par organisation syndicale ...). Cette audience répondait à notre demande que les ministres exposent aux représentants au des personnels au CTL avant les arbitrages gouvernementaux leurs propositions au sujet d'Action Publique 2022.

Il en ressort que :

- **Gestion et avenir du réseau routier national.** *Les ministres veulent créer « Routes de France » (établissement public ?) en lui transférant les missions et les personnels des 11 DIR, des services d'ingénierie routière en DREAL et d'une partie de la DGITM : nous nous y opposons ! Aucun arbitrage n'est encore pris. La décision sera inscrite dans le projet de loi « Mobilités » en avril.*
Nous demandons des moyens et effectifs supplémentaires pour améliorer l'entretien, la sécurité et la mise aux normes, dans l'intérêt des usagers et de l'amélioration des conditions de travail des personnels . Nous proposons d'améliorer la coordination de la gestion des réseaux (national concédé et non concédé/départemental/communal...), d'augmenter les financements sans création de péages pour les particuliers (crédits État, crédits AFITF alimentés par une redevance nationale circulation des poids lourds, par l'affectation de plus de TICPE et la réduction de la niche fiscale pour le transport routier).
- **Avenir du CEREMA.** *Les ministres annoncent la création d'une Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT, sous forme, de Service à Compétence Nationale). Un préfigurateur (préfet) sera nommé et chargé de rendre sa copie sous 2 mois avec un comité stratégique d'élus locaux. Ceci en prétendant que cela ne remet en cause ni le CGET ni le CEREMA... Or ce dernier, est aussi mis en question pour ses activités d'expertise sur les routes et ouvrages d'art par le projet d'Agence « Routes de France ». Au CEREMA, les personnels combattent les réductions d'effectifs (103 emplois - 3,6 % en 2018) et de crédits (- 3,4 %) du budget 2018. Le président du CA a démissionné, suivi par son directeur général. Ces coupes se prolongeraient jusqu'en 2022, avec un plafond d'emplois passant de 2 899 en 2017 à 2300, sans rapport avec les besoins d'expertise et d'ingénierie et les discours sur le conseil aux territoires à apporter aux collectivités locales !*
- **Avenir de Météo France.** *Les ministres défendent le plan de « transformation ». Avec le postulat de supprimer 500 emplois d'ici 5 ans (cible de 2500 emplois, contre 3020 en 2017 et... 3716 en 2008), 2/3 des centres météo locaux seraient fermés et les prévisionnistes réduits. Le travail en réseau et l'automatisation devraient améliorer l'expertise humaine et la qualité du service public météorologique. C'est le contraire qui va se passer, en dépit des enjeux et incidences locales du réchauffement climatique et du nouveau plan national d'adaptation au changement climatique !*
- **Avenir des EP des missions « Eau et Biodiversité ».** *Les ministres annoncent une mission d'inspection sur les évolutions avec un rapport pour la fin mars. Leur idée est de faire jouer aux Agences de l'eau le rôle de pilier du financement des politiques de biodiversité en supprimant les*

crédits de l'État aux autres établissements publics, en envisageant de fusionner les 10 Parcs nationaux dans la nouvelle AFB, tout en continuant de supprimer des emplois dans les Agences de l'eau, à l'ONCFS et dans les Parcs (-92 dès 2018). Selon nous, la priorité doit être celle de recrutements pour assurer correctement les missions traditionnelles et nouvelles de ces établissements publics. En dix ans le total de ces emplois baisse de 70 (5258 en 2018 contre 5326 en 2008), alors que de nouveaux établissements ont été créés par fusion ou redéploiement.

- **Avenir des DREAL et DDT**

Les ministres réaffirment la nécessité d'un maillage territorial suffisant, sans plus de précision sur les moyens. Par ailleurs le ministre Hulot fait état de divergences entre les ministères sur l'avenir de Directions Régionale. Il s'oppose à un basculement DREAL interministérielle et porte l'acquis de DREAL, service déconcentré du ministère. En revanche aucun des ministre ne répond aux interrogations de la CGT concernant l'avenir des DDT-M.

- **Avenir DGAC.** Les effectifs de l'aviation civile (DGAC et ENAC) ont été « préservés » pour 2017-2019 à la suite des mobilisations de 2016. Cela doit être confirmé pour 2019. Les recrutements doivent reprendre au vu des départs en retraite et des besoins connus en hausse du trafic aérien. Concernant les Assises de l'aérien, le gouvernement doit refuser la mise en cause du droit de grève des personnels de la DGAC, qui prévoit déjà un service minimum.

- **Logement Hébergement Urbanisme**

Les ministres soulignent l'impact de la dématérialisation sur les organisations de travail et sur sur les personnels. Ils assurent que les prêts de la caisse des dépôts compenseront les effets les coupes budgétaires frappant le logements social.

- **Conditions de travail et dialogue social.** Tous les signaux sont au rouge : par exemple en administration centrale les dépassements horaires non rémunérées équivalent à une centaine de postes, l'accidentologie meurtrit les personnels d'exploitation (DIR, DIRM , VNF ...). Le cumul des réorganisations permanentes et des baisses d'effectifs défait les équipes et met en danger les agents de toutes catégories, avec des risques psychosociaux en hausse. Les personnels d'encadrement sont contraints de faire accepter à leurs équipes le décalage missions/moyens ou bien de trouver un autre poste... Nous refusons les projets gouvernementaux de supprimer les CHSCT, de vider les CAP de leurs compétences, d'augmenter encore la part individuelle et flexible de la rémunération !

La volonté d'un changement profond est plus que jamais d'actualité. Après la saignée de 2018 (1345 suppressions d'emplois), le ministre Hulot confirme la volonté du gouvernement de « changer en profondeur » les politiques et organisations publiques. Derrière tout cela, la baisse des moyens et des effectifs : véritable destruction des services et établissements.

Mobilisation massive et unitaire le 22 mars 2018 de tous les personnels

Le service public est un bien commun. Défendons le !

**Audience délégation intersyndicale du CCAS auprès des représentants des
cabinets ministériels
(MTES – MCT et Transports)
concernant le surgel appliqué au budget d'action sociale des MTES et MCT,
le 11 juillet 2017**

Présents :

- **Cabinets ministériels** : Directeur Adjoint Thomas Lesueur - cabinet MTES, Directrice Adjointe Valérie Mancret-Taylor - cabinet MCT, Benjamin Maurice – conseiller social Transports.
- **DRH** : Jacques Clément, Anne Amson, Isabelle Palud-Gouesclou.
- **CCAS** : Christian Mathis, Pascal West, Jocelyne Pelé, Pascal Blandel, Annie Huyghe, André Robert.

Le président du CCAS, Christian Mathis, a remercié les représentants des Ministres d'avoir bien voulu recevoir la délégation des représentants des OS siégeant au CCAS et excusé les représentants de Solidaires. Il a rappelé que cette demande d'audience au niveau des cabinets des Ministres et non du DRH, était justifiée par l'annonce d'un surgel de 536 000 euros sur le budget d'action sociale ministérielle lors du CCAS du 14 juin et la volonté des OS d'exposer les arguments justifiant leur exigence de la levée de ce surgel et de la sanctuarisation des crédits d'action sociale.

Les représentants des OS au CCAS ont indiqué que :

- **le budget d'action sociale aux MTES/MCT** est limité à 15,72 millions d'euros en 2017 (contre 15,88 M€ délégués en 2016), pour l'action sociale collective de près de 41 000 agents sans compter les retraités et que 2,61 millions d'euros ont été consommés au 31/12/2016 pour les prestations individuelles d'action sociale.
- Ces montants recouvrent une variété importante d'actions et d'interventions des services de proximité RH et des services sociaux, des CLAS et des associations qui accompagnent les agents actifs et retraités et leurs familles (restauration, logement, arbres de Noël, séjours d'enfants avec le CGCV, séjours des familles en unités d'accueil des ASCE, informations et soutiens individuels aux agents, ...).
- **L'action sociale** est reconnue dans les services comme un acteur fort de la cohésion face à une perte d'identité "métier" et indispensable pour permettre à certaines familles de partir en vacances ou d'être soutenues face à des difficultés financières,
- **Les dépenses de restauration** collective représentent plus de 65 % des dépenses d'action sociale (hors subventions aux associations nationales), subissent la hausse du coût des charges de fonctionnement et des produits alimentaires et ne peuvent être diminuées en cours d'année,
- De nombreuses dépenses sont déjà engagées dès le 1er semestre pour être effectives en fin d'année (arbres de Noël, actions collectives payées sur les crédits d'initiative locale), impactent de nombreux prestataires de proximité et les charges fixes ne baissent pas en fonction des baisses d'effectifs,
- Ce budget est grevé en début d'année par les factures restant à payer de l'année précédente et près de 600 000 euros liés à des retards des services en administration centrale, viennent notamment s'ajouter aux dépenses déjà prévues en 2017,
- Certains RBOP notifient très tardivement aux services et aux présidents de CLAS, les dotations de crédits CIL, parfois sans discussion dans les CRCAS, retardant la mise en oeuvre des actions,
- Certaines directions (particulièrement en DDT-M) minimisent l'action sociale et ne respectent pas les textes règlementaires en matière de décharge de temps pour les CLAS et d'autorisations d'absence pour les associations et les agents,

- Ce serait un signal fort et une cohérence avec les discours mettant régulièrement en exergue, "la priorité donnée à l'action sociale", que de sanctuariser ces crédits et de lever ce surgel, important pour tous les acteurs de l'action sociale mais minime en montant à côté de l'ensemble des dépenses, pas toujours justifiées du point de vue des agents, faites dans les services et au niveau national,
- Le maintien du surgel renforcerait a contrario, les inquiétudes dans les services et dans les CLAS sur l'avenir de l'action sociale ministérielle dans le budget 2018, face aux diminutions de moyens dans les fonctions supports et particulièrement RH et aux mutualisations affichées dans le cadre des fusions régionales et au niveau interministériel

Le directeur adjoint de cabinet de Nicolas Hulot a confirmé l'importance de l'action sociale dans tous les ministères et notamment dans les nôtres et a rappelé que le budget par agent qui y est consacré n'a pas baissé (...).

Il a pris note des problèmes de terrain remontés par les représentants du CCAS et souligné l'importance pour tous les services et les acteurs de l'action sociale de consommer la totalité des crédits délégués, sans minimiser les problèmes de délégation tardive en fin d'année.

Il a insisté sur la volonté d'un impact moindre du surgel sur l'action sociale que sur les autres crédits ministériels mais de la nécessité d'un effort nécessaire pour ne pas engager tous les crédits prévus initialement, compte-tenu du contexte budgétaire et des engagements du Président de la République.

Il a cependant précisé que les ministres veilleraient à ce que, si une marge de manoeuvre se dégage à l'automne, des délégations complémentaires puissent se faire en priorité sur l'action sociale ...

Le DRH a demandé que toutes les situations de blocage excessif dans les services concernant les crédits CIL ou les arbres de Noël lui soient signalées.

La délégation du CCAS a renouvelé son désaccord et demandé qu'une nouvelle rencontre ait lieu avant fin septembre pour un nouveau point budgétaire.

A suivre.....

Repères chronologiques

Vie interne FNEE - CGT

Nombre de secrétariats fédéraux (2017 - 2019) : 40 soit environ 1 toutes les 3 semaines
Participation des membres du SF d'environ 82%.

Nombre de commissions exécutives fédérales (2017 - 2019) : 11 soit environ 1 par trimestre
Participation des membres de la CEF d'environ 53 %.

Nombre de commissions financières de contrôle (2017 - 2019) : 10 soit environ 1 par trimestre
Participation des membres de la CFC d'environ 35 %.

Nombres de réunions de l'Union fédérale des retraités (2017- 2019) : en moyenne 4 par an

Mise en place de plusieurs groupes de travail - collectifs fédéraux : Syndicalisation (5) - Elections (12)
- Mandatements (4)- Voies navigables (3) - Egalité Pro (5) - Mer (5)

Audiences ministérielles

Comité technique ministériels : 16 soit environ 1 tous les 2 mois

Comités Hygiène Sécurité et Conditions de Travail ministériel : 16 soit environ 1 tous les 2 mois

Calendrier des réunions :

Date	Descriptif
04/01/2017	Bureau UGFF
04/01/2017	Secrétariat fédéral
10/01/2017	Réunion Avenir social
11/01/2017	Collectif FSPOEIE
12/01/2017	Groupe de travail FD syndicalisation - élections 2018
12/01/2017	CRCAS Bourgogne Franche Comté
16/01/2017	CE fédérale
17/01/2017	CE fédérale
17/01/2017	Secrétariat fédéral
18/01/2017	Bureau UGFF
19/01/2017	Conseil de Perfectionnement de l'ENTE
19/01/2017	Collectif confédéral Egalité Pro
19/01/2017	CTM
20/01/2017	Fnee-cgt/DRH
20/01/2017	Ag dt Rhône Saône
23/01/2017	Préparation CGT CA CGCV
24/01/2017	Bureau UIT
24/01/2017	Journée CGT 70 ans statuts
25/01/2017	Collectif confédéral logements

25/01/2017	CE UGFF
26/01/2017	CE UGFF
26/01/2017	DRH Agences de l'eau
02/02/2017	CE commune FDSP/UGFF/SANTE
03/02/2017	CNTE
06/02/2017	Collectif DIN Confédération
06/02/2017	DDI UGFF
07/02/2017	Secrétariat UIT
07/02/2017	DG AFB Moyens et droits syndicaux
08/02/2017	Secrétariat fédéral
09/02/2017	CAP des Attachés
15/02/2017	GT FD Syndicalisation / Elections 2018
20/02/2017	Préparation CAP TSDD
21/02/2017	CAP TSDD
22/02/2017	DG AFB
23/02/2017	CE UGFF + ORGAS
23/02/2017	GT mandatements Congrès FD
27/02/2017	Secrétariat fédéral
07/03/2017	Secrétariat UIT
08/03/2017	Bureau CMFP
08/03/2017	Comité de suivi "Décroisement sécurité routière"
08/03/2017	Journée internationale de lutte pour les droits des femmes
09/03/2017	UFR
09/03/2017	rencontre nationale des référents NVO
13/03/2017	Congrès USSER
13/03/2017	Réunion nationale animateur vie syndicale
14/03/2017	Préparation CAP TSDD
16/03/2017	Collectif FD mer
16/03/2017	Journée MGEN Santé mentale et travail
16/03/2017	Réunion UF véhicules FD
21/03/2017	formation chsct d'avril : équipe pédagogique
21/03/2017	Mobilisation interprofessionnelle industrie et services publics
22/03/2017	Rencontre CGT FSU - Elections 2018
22/03/2017	Secrétariat fédéral
23/03/2017	CE UGFF
23/03/2017	GT Mandatements
24/03/2017	CTM
27/03/2017	Congrès UGFF
27/03/2017	Réunion DAM - OS
30/03/2017	Mobilisation des retraités
04/04/2017	Secrétariat UIT
06/04/2017	Commission de suivi CHSCTM
11/04/2017	Audience intégration TE au corps ITPE
12/04/2017	Bureau UFSE
12/04/2017	Secrétariat fédéral
13/04/2017	GT Election / Syndicalisation

13/04/2017	CNTE
18/04/2017	Préavis de grève Agence de l'eau
20/04/2017	CE UFSE
26/04/2017	Bureau UIT
27/04/2017	Bureau UFSE
27/04/2017	groupe de travail égalité professionnelle
27/04/2017	réunion technique sur le thème du compte personnel de formation (CPF)
28/04/2017	CHSCTM
1 ^{er} mai 2017	Journée internationale des droits des travailleurs
02/05/2017	CFC
03/05/2017	Collectif FSPOEIE
03/05/2017	CE fédérale
04/05/2017	CE fédérale
05/05/2017	Réunion de concertation sur l'évolution statutaire et indemnitaire des PETPE
10/05/2017	Rencontre FD : CAMPAGNE SERVICES PUBLICS
11/05/2017	réunion sur l'organisation des élections des représentants des personnels régis par le Quasi-statut des établissements publics de l'environnement
15/05/2017	AG UF DIRM NAMO
15/05/2017	Bureau UFSE
15/05/2017	Poursuite de la concertation sur la mobilité - Bilan du cycle intermédiaire
16/05/2017	CAP des TSDD mobilité
16/05/2017	CAP des Attachés
16/05/2017	Collectif Fédéral VN
17/05/2017	Réunion GT FD statuts US
17/05/2017	Secrétariat fédéral
17/05/2017	CHSCTM
19/05/2017	Troisième comité de suivi "décroisement" sécurité routière le 19 mai 2017 à 10h30 - site de la DSCR
23/05/2017	CE UFSE
23/05/2017	Secrétariat UIT
23/05/2017	2ème réunion de concertation du 23 mai à 14h30 sur la sortie du dérogatoire des agents de l'eau
30/05/2017	Réunion AFUL informatique
31/05/2017	Bureau UFSE
06/06/2017	Gt élections
07/06/2017	CTM
07/06/2017	CE UGICT
08/06/2017	Secrétariat fédéral
08/06/2017	Bureau UFR
08/06/2017	Commission de suivi CHSCTM
13/06/2017	Réunion référents NVO
13/06/2017	Collectif FSPOEIE
14/06/2017	Avenir social
14/06/2017	Réunion de concertation relative à la mise en œuvre du PPCR pour les corps de chargés de recherche et de directeurs du développement durable
15/06/2017	Réunion du pole eco
15/06/2017	Pole communication UFSE

15/06/2017	CTM
15/06/2017	AG IGN
19/06/2017	Réunion de concertation évolution statutaire et indemnitaire des PETPE
20/06/2017	Réunion technique sur le CPF
22/06/2017	Bureau UGICT
22/06/2017	Rencontre FSU élections 2018
26/06/2017	Réunion DAM/OS
27/06/2017	CAP des Attachés
27/06/2017	réunion de suivi de la mutualisation inter-agences de l'eau
28/06/2017	Bureau UFSE
28/06/2017	Secrétariat fédéral 3e réunion de concertation sur la sortie du dérogatoire des agents de l'eau 28 juin 2017
28/06/2017	2017
28/06/2017	Conseil National UFSE
29/06/2017	Bureau UIT
Juillet 2017	Grève DEAL Mayotte
03/07/2017	CMFP Réunion sur l'organisation des élections des représentants des personnels contractuels régis par le quasi-statut
03/07/2017	contractuels régis par le quasi-statut
04/07/2017	Secrétariat UIT
04/07/2017	CE fédérale exceptionnelle
06/07/2017	CTM
11/07/2017	Assemblée générale de la MGEN
11/07/2017	Réunion groupe de travail égalité
12/07/2017	Bureau UFSE
12/07/2017	CHSCTM
18/07/2017	réunion du comité de suivi AFB
18/07/2017	Réunion sortie dérogatoire agence de l'eau
19/07/2017	Pole communication UFSE
19/07/2017	Secrétariat fédéral
20/07/2017	Réunion relative au bilan de la mise en œuvre du RIFSEEP
25/07/2017	Evolution de la situation des PETPE
29/08/2017	AG confédérale de rentrée
30/08/2017	Bureau UFSE
31/08/2017	Secrétariat fédéral
31/08/2017	Cgt/SG agenda social
05/09/2017	Secrétariat UIT
07/09/2017	Commission exécutive UFSE
07/09/2017	Bureau UFR
07/09/2017	COMMISSION INDEMNITAIRE - SCN rattachés à la DGITM
07/09/2017	Réunion mobilité au fil de l'eau
11/09/2017	CTM
12/09/2017	Mobilisation interprofessionnelle contre la loi « travail »
13/09/2017	Bureau UFSE
13/09/2017	GT elections syndicalisations
13/09/2017	CE fédérale
14/09/2017	CE fédérale

18/09/2017	Réunion Egalite pro
19/09/2017	Rencontre des responsables « Vie syndicale » des USR et UFR
20/09/2017	Réunion com UFSE
20/09/2017	Réunion Mise en oeuvre RIFSEEP
21/09/2017	ENTE Aix en provence SACDD
21/09/2017	Mobilisation interprofessionnelle contre la loi « travail »
25/09/2017	Réunion commission indemnitaires des primes des personnels A+ du corps des ITPE
25/09/2017	Réunion DAM/OS
25/09/2017	Mobilisation contre l'état d'urgence
26/09/2017	Commission de suivi CHSCTM
27/09/2017	Bureau UFSE
27/09/2017	Secrétariat fédéral
28/09/2017	Mobilisation des retraités
28/09/2017	CE OFICT
28/09/2017	CTM budgétaire
29/09/2017	Ce commune UFSE fdsp
29/09/2017	Commission indemnitaire Cadres supérieurs
02/10/2017	Congrès SNPTRI et SNPTAS
02/10/2017	Commission indemnitaire des cadres en poste outre-mer
03/10/2017	Secrétariat UIT
04/10/2017	Bureau UIT
10/10/2017	GT ministériel Egalite pro
10/10/2017	Mobilisation fonction publique
10/10/2017	Mobilisation originaires Outre Mer
11/10/2017	Réunion fédérale TSDD
12/10/2017	Secrétariat fédéral
16/10/2017	CFC
16/10/2017	Commission indemnitaire DREAL Centre Val de Loire
17/10/2017	Elections Personnels CCP EP environnement
17/10/2017	CFC
17/10/2017	Collectif fédéral VN
18/10/2017	CHSCTM
19/10/2017	Gt élections / syndicalisation
19/10/2017	Commission indemnitaire A+ MIGT Metz
19/10/2017	Réunion de concertation relative au référencement mutuelle
19/10/2017	Mobilisation interprofessionnelle contre la loi « travail »
24/10/2017	Bureau UIT
25/10/2017	Bureau UFSE
25/10/2017	Secrétariat fédéral
26/10/2017	Commission exécutive UFSE
07/11/2017	Secrétariat UIT
07/11/2017	Réunion élections 2018 MTES
08/11/2017	Bureau UFSE
08/11/2017	Réunion de concertation relative aux formations des lauréats de l'examen professionnel des ITPE
09/11/2017	Mobilisation des retraités

09/11/2017	Réunion UFSE élections 2018
10/11/2017	réunion du groupe égalité professionnelle entre les hommes et les femmes
13/11/2017	Réunion DAM/OS
14/11/2017	GT ministériel Egalité pro
15/11/2017	Préparation Séminaire conseil de perfectionnement ENTE d'Aix
15/11/2017	Secrétariat fédéral
16/11/2017	Mobilisation interprofessionnelle contre la loi « travail »
16/11/2017	CAP des Attachés
17/11/2017	Séminaire ENTE Aix
21/11/2017	Commission de suivi CHSCTM
22/11/2017	Bureau UFSE
22/11/2017	CE FD
23/11/2017	CE FD
23/11/2017	CAP TSDD
28-30/11/17	11 ^{ème} conférence de l'UIT
30/11/2017	Audience CGT avec le DRH relative aux Ouvriers de l'État de l'IGN
01/12/2017	2nde réunion de suivi de la mutualisation inter-agences de l'eau
04/12/2017	COSUI Sécurité routière
05/12/2017	GT Syndicalisation/Elections
05/12/2017	Secrétariat fédéral
06/12/2017	Bureau UFSE
07/12/2017	CAP des Attachés
07/12/2017	Bureau UFR
11/12/2017	Réunion fusion des listes B/B+ du prochain cycle de mobilité
11/12/2017	Réunion intersyndicale DAM/OS
11/12/2017	Réunion de concertation sur la sortie du dérogatoire des agents de l'eau
12/12/2017	Action IGN-METEO-CEREMA
12/12/2017	RENCONTRE « METROPOLISATION »
12/12/2017	Réunion élections MTES
12/12/2017	GT ministériel Egalité pro
13/12/2017	Secrétariat UIT
13/12/2017	CHSCTM
13/12/2017	Conseil national UFSE
14/12/2017	Manifestation ONF
19/12/2017	réunion technique sur le thème du compte personnel de formation (CPF)
20/12/2017	Elections Fonctions Publiques de 2018
20/12/2017	Bureau UFSE
09/01/2018	Secrétariat fédéral
09/01/2018	Gt FD élections
15/01/2018	Rencontre intersyndicale Député COQUEREL (CEREME-IGN-METEO)
16/01/2018	Secrétariat UIT
16/01/2018	BAR UFSE ouvriers d'état
16/01/2018	Réunion RS - Permanents syndicaux
17/01/2018	Réunion élections 2018 communication confédérale
18/01/2018	SF
18/01/2018	Bureau UFR

18/01/2018	CE UFSE
19/01/2018	Réunion sur la déprécarisation : bilan et perspectives
22/01/2018	CFC
23/01/2018	Réunion espace vie syndicale
23/01/2018	CE fédérale
24/01/2018	Réunion fédérale collectif mer
26/01/2018	Réunion sur le rattachement des parcs nationaux à l'AFB
29/01/2018	Réunion de concertation sur la sortie du dérogatoire des agents de l'eau
30/01/2018	Secrétariat UIT
30/01/2018	CTM
30/01/2018	ENTE Valenciennes SACDD et TSDD
31/01/2018	Réunion élections 2018 confédération
31/01/2018	Bureau UFSE
01/02/2018	3ème réunion de suivi de la mutualisation inter-agences de l'eau
01/02/2018	Rencontre stagiaires ENTE Valenciennes
05/02/2018	Troisième réunion de concertation relative aux élections 2018
06/02/2018	Commission de suivi CHSCTM
06/02/2018	Réunion de concertation relative à l'articulation entre l'emploi fonctionnel de CAEDAD et le grade d'AAHC
07/02/2018	réunion confédérale de travail autour de la coordination des représentants CGT dans les instances de gouvernances régionales, nationales, professionnelles et interprofessionnelles et en matière de formation professionnelle.
08/02/2018	AG VNF DT Rhone Saone
08/02/2018	Secrétariat fédéral
09/02/2018	Audience CGT relative à l'intégration des IAM dans le corps des ITPE
13/02/2018	Groupe de travail CCAS sur les suites de la rencontre nationale des présidents de CLAS
13/02/2018	Bureau UIT
14/02/2018	Bureau UFSE
14/02/2018	Journée confédération Lutttes gagnantes
15/02/2018	GT FD élections syndicalisation
15/02/2018	Réunion de concertation relative à la cartographie des CCP
16/02/2018	Audience bilatérale CGT relative à "Action Publique 2022"
16/02/2018	Réunion UFSE Collectif ICT
16/02/2018	Réunion intersyndicale DAM/OS
21/02/2018	Bureau Commun UFSE-FDSP-SANTE
21/02/2018	Audition des représentants des organisations syndicales par la mission IGF-CGEDD relative aux opérateurs de l'eau et de la biodiversité
22/02/2018	CA AFUL
22/03/2018	Mobilisation fonction publique
28/02/2018	Bureau UFSE
01/03/2018	Secrétariat fédéral
06/03/2018	Secrétariat UIT
06/03/2018	Réunion élections MTES
06/03/2018	CHSCTM
08/03/2018	Journée internationale de lutte pour les droits des femmes
12/03/2018	Réunion de négociation relative à l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

12/03/2018	GT confédé DHD
13/03/2018	Secrétariat fédéral
13/03/2018	CAP TSDD
13/03/2018	Réunion accidentologie OS - MTES
13/03/2018	Réunion élections DDT - DDTM - MAAF
14/03/2018	CAP TSDD
14/03/2018	Bureau UFSE
14/03/2018	Table ronde organisation des concours Officiers port adjoints
14/03/2018	COSUI« Décroisement sécurité routière »
15/03/2018	Mobilisation retraités
15/03/2018	CE UFSE
15/03/2018	Préparation Audience concertation action publique 2022
15/03/2018	Conseil de Perfectionnement ENTE Valenciennes
15/03/2018	Réunion de travail et d'échanges relative à la catégorisation des ports réunion de concertation "Action publique 2022" relative à l'organisation territoriale de l'État
15/03/2018	de l'État
16/03/2018	CMFP
19/03/2018	Réunion Confédération
19/04/2018	
20/03/2018	Réunion DIT sécurité des personnels exploitation
21/03/2018	ELECTIONS FONCTIONS PUBLIQUES 2018
21/03/2018	Réunion de concertation sur la sortie du dérogatoire des agents de l'eau
21/03/2018	GT CGT Assises de la mobilité
22/03/2018	Mobilisation Fonction Publique
26/03/2018	Conférence téléphonique UFSE Réunion de concertation relative à l'articulation entre l'emploi fonctionnel de CAEDAD et le grade d'AAHC
27/03/2018	et le grade d'AAHC
29/03/2018	IAM CGT
03/04/2018	Réunion élections UFSE
03/04/2018	Secrétariat UIT
05/04/2018	Secrétariat fédéral
09/04/2018	Réunion élections MTES / OS
10/04/2018	Réunion Elections UFSE
10/04/2018	Bureau UIT
11/04/2018	Réunion d'information sur la LOM
11/04/2018	Réunion CGT UFSE - AGRI DDI DREAL
12/04/2018	Réunion Egalité Pro MTES - OS
12/04/2018	CNTE
15/03/2018	Mobilisation retraités
17/04/2018	Bureau Commun UFSE - FDSP - SANTE
18/04/2018	rencontre MGEN à Montparnasse
19/04/2018	Invitation AG CGT DREAL Grand Est
19/04/2018	Mobilisation interprofessionnelle –(cheminots) 3ème réunion de concertation relative au référencement d'une ou plusieurs offres de protection sociale complémentaire
19/04/2018	de protection sociale complémentaire
24/04/2018	CA AFUL
26/04/2018	Secrétariat fédéral

1 ^{er} mai 2018	Journée internationale des droits des travailleurs
02/05/2018	Journée d'études SF FD
03/05/2018	Secrétariat UIT
04/05/2018	CTM
14/05/2018	CFC
14/05/2018	Commission de suivi CHSCTM
15/05/2018	4ème comité de suivi de la mutualisation inter-agences de l'eau
15/05/2018	CE fédérale
16/05/2018	CE + ORGAS UFSE
17/05/2018	réunion de négociation du protocole d'accord égalité femmes-hommes
22/05/2018	Mobilisation fonction publique
23/05/2018	Secrétariat fédéral Réunion de concertation relative aux élections professionnelles 2018 sur
23/05/2018	l'organisation matérielle du scrutin
24/05/2018	Réunion CGT - RS : Droits syndicaux
25/05/2018	Réunion DAM / OS
26/05/2018	Mobilisation interprofessionnelle
28/05/2018	Réunion prépa TSDD
29/05/2018	Réunion sur le référencement de la protection sociale complémentaire
31/05/2018	Réunion technique de présentation du nouveau SI RH RenoiRH
05/06/2018	Prépa Congrès CONFED 2019 - Région Bretagne
06/06/2018	GT CGT egalite pro
07/06/2018	Secrétariat UIT
07/06/2018	Réunion de concertation relative au RIFSEEP des TE-ATE
08/06/2018	Rencontre syndicats ONCFS / AFB - Cabinet LECORNU
11/06/2018	AG VNF DT Strasbourg
11/06/2018	Prépa Congrès CONFED 2019 - Région centre
11/06/2018	Réunion de négociation du protocole d'accord égalité" femmes-hommes
12/06/2018	Secrétariat fédéral
12/06/2018	Initiative UGICT
12/06/2018	Assises service public
12/06/2018	Manifestation RDV salariale Fonction Publique
12/06/2018	Réunion DDT - DDTM UFSE
13/06/2018	Réunion RS-CGT Droits syndicaux
13/06/2018	Prépa Congrès CONFED - région Nouvelle Aquitaine
13/06/2018	Demi journée étude fédérale (Plan d'actions)
14/06/2018	Mobilisation retraités
14/06/2018	CE UFSE
15/06/2018	Réunion FD elections prepa liste SACDD, AA, Attachés
15/06/2018	Prépa Congrès CONFED - Region Bourgogne Franche Comte
19/06/2018	UFR Réunion de concertation relative à la sortie des agences de l'eau du décret-liste
19/06/2018	dérogatoire
19/06/2018	Congrès AC
19/06/2018	CHSCTM
20/06/2018	Réunion CONFD CGT Elections
20/06/2018	Réunion référents Informatiques AFUL

20/06/2018	Bureau UFSE
20/06/2018	Collectif VN
20/06/2018	Préparation réunion élections MTES
21/06/2018	Réunion de préparation 52 eme congrès CONFD Région Occitanie
21/06/2018	Réunion de concertation relative au élections professionnels 2018
21/06/2018	Mobilisation OPA
25/06/2018	Réunion Préparation 52eme Congres CONFED - Region Pays de la Loire
26/06/2018	Bureau UIT
27/06/2018	Préparation congrès confédéral - Région IDF
27/06/2018	Secrétariat fédéral
28/06/2018	GT FD Egalite Pro
28/06/2018	Mobilisation interprofessionnelle
29/06/2018	CMFP
29/06/2018	Préparation Congrès confédéral - Région Normandie
02/07/2018	Rencontre DGALN / Organisations syndicales CTM
02/07/2018	Réunion Egalité pro
03/07/2018	Secrétariat UIT
03/07/2018	Réunion de concertation du 3 juillet 2018 préparatoire au CTM du 13 juillet 2018
04/07/2018	BUREAU UFSE
05/07/2018	Réunion FD elections Prépa liste TSDD - ITPE et Bouclage liste SACDD-AA-AT
05/07/2018	Réunion commission d'interprétation
05/07/2018	Réunion de concertation relative au référencement d'une ou plusieurs offres de protection sociale complémentaire
05/07/2018	Comité de suivi « Décroisement sécurité routière - transfert de la gestion des agents chargés de la sécurité routière"
06/07/2018	Réunion préparation 52ème Congrès CONFD - Région Corse
06/07/2018	Prepa congres CONFED - Region PACA
06/07/2018	Réunion d'échange DGITM en préparation du CTM
09/07/2018	Rencontre FD - CONFED : préparation de la rentrée sociale
10/07/2018	Secrétariat fédéral
10/07/2018	Réunion préparation 52ème Congrès CONFD - Région Hauts de France
10/07/2018	conseil de perfectionnement de l'ENTE
10/07/2018	Réunion du négociation du protocole d'accord égalité femmes-hommes
11/07/2018	Entretien Serge MORVAN, Commissaire générale à l'égalité des territoires (CGET) / Organisations syndicales SG MCT MTES
12/07/2018	Réunion relative à la future note de gestion des emplois fonctionnels des CAEDAD ainsi qu'à la préparation et la tenue des CAP
12/07/2018	BAR Ouvriers d etat
12/07/2018	réunion référents de fédérations et pôle droits et moyens syndicaux confédéralisés
13/07/2018	CTM
17/07/2018	Réunion RIFSEEP 2018
17/07/2018	Réunion de concertation relative au référencement d'une ou plusieurs offres de protection sociale complémentaire
27/08/2018	Réunion CGT Elections DDI
28/08/2018	AG de rentrée
29/08/2018	Secrétariat UIT
30/08/2018	Secrétariat fédéral

30/08/2018	BUREAU UFSE
03/09/2018	Journée d'études confédéral produits dangereux
04/09/2018	Rédaction Profession de foi SACDD-Adjoints-Attachés et Finalisation liste CAP
06/09/2018	CE UFSE
06/09/2018	Bureau UIT
09/10/2018	Mobilisation interprofessionnelle
11/09/2018	Congrès SN ENVIRONNEMENT
11/09/2018	Secrétariat fédéral
12/09/2018	BUREAU UFSE
13/09/2018	Bureau UFR
14/09/2018	Réunion de concertation relative au RIFSEEP des TE-ATE
14/09/2018	Réunion du négociation du protocole d'accord égalité femmes-hommes
15/09/2018	Forum Social
17/09/2018	CFC
17/09/2018	Prépa CAP TSDD
18/09/2018	CE fédérale
19/09/2018	Conseil National UFSE
20/09/2018	AG AFUL
21/09/2018	Réunion intersyndicale DAM
21/09/2018	Réunion intersyndicale DAM
24/09/2018	CTM
25/09/2018	Secrétariat UIT
25/09/2018	Réunion élection ITPE CGT-FSU
26/09/2018	BUREAU UFSE
26/09/2018	BN CEREMA
28/09/2018	Réunion de concertation élection MTES
28/09/2018	Commission indemnitaire cadres supérieurs
01/10/2018	Réunion élection DDT UFSE-FNEE
10/10/2018	BUREAU UFSE
11/10/2018	Secrétariat fédéral
16/10/2018	Réunion intersyndicale MTES
17/10/2018	CE Comunes UFSE-FDSP-SANTE
18/10/2018	Réunion DEB - CGT
18/10/2018	Dépôt des listes élections 2018
23/10/2018	Secrétariat fédéral
24/10/2018	BUREAU UFSE
25/10/2018	CE UFSE
25/10/2018	UGICT - Egalité Pro
29/10/2018	Secrétariat UIT
30/10/2018	Audition Sénat sur ANCT
06/11/2018	Bureau UIT
06/11/2018	Secrétariat fédéral
07/11/2018	BUREAU UFSE
07/11/2018	CTM
13/11/2018	CNTE
15/11/2018	Assise Mer Littoral

15/11/2018	CA AFUL
20/11/2018	DAM / OS
21/11/2018	BUREAU UFSE
27/11/2018	Secrétariat fédéral
27/11/2018	CHSCTM
28/11/2018	AG avenir social
28/11/2018	2de réunion technique de présentation du nouveau SI RH RenoiRH
30/11/2018	Réunion de concertation relative aux élections professionnelles 2018
04/12/2018	Secrétariat UIT
04/12/2018	Réunion RS - CGT
05/12/2018	UFR
05/12/2018	BUREAU UFSE
10/12/2018	CFC
11/12/2018	CE fédérale
13/12/2018	CE UFSE
14/12/2018	Mobilisation interprofessionnelle
17/12/2018	Bureau UIT
17/12/2018	CE CEREMA
19/12/2018	BUREAU UFSE
19/12/2018	CE Commune UFSE-DSP-SANTE
20/12/2018	AG AFUL
20/12/2018	CNTE
09/01/2019	Bureau UFSE
10/01/2019	Secrétariat Fédéral
10/01/2019	Analyse elections Confédération
10/01/2019	Rencontre FNEE - UFSE
16/01/2019	Conseil National UFSE
22/01/2019	BAR OE
23/01/2019	Bureau UFSE
23/01/2019	Secrétariat UIT
24/01/2019	Préparation journée de mobilisation 8 mars
25/01/2019	Ministre Déplacement CEREMA Blois
29/01/2019	Invitation syndicat AC : pot nouvelle année
29/01/2019	CE fédérale
31/01/2019	Collectif FD VN
31/01/2019	Invitation ENTE (TSDD-SACDD)
04/02/2019	Audience bilatérale CGT / MCTRCT
04/02/2019	CE CEREMA
05/02/2019	ENTE (SACDD-TSDD)
06/02/2019	Bureau UFSE
06/02/2019	Commission mandatement attribution des voix FD
06/02/2019	Bureau UIT
11/02/2019	Prépa CTM
12/02/2019	CAP ITPE
12/02/2019	CTM
13/02/2019	Réunion mandatement

14/02/2019	CE UFSE
14/02/2019	Réunion DAM - OS
15/02/2019	Réunion des Fédérations pour les DSC
19/02/2019	Réunion mandatement
20/02/2019	Bureau UFSE
20/02/2019	Secrétariat UIT
21/02/2019	CTM
22/02/2019	Secrétariat fédéral
25/02/2019	Audience bilatérale CGT - RS moyens syndicaux
06/03/2019	Secrétariat Fédéral
06/03/2019	Bureau UFSE
06/03/2019	Réunion présentation décrets modificatifs PTEM
08/03/2019	Journée internationale de lutte pour les droits des femmes
12/03/2019	CE fédérale
14/03/2019	CE Commune (FDSP+SANTE+UFSE)
14/03/2019	Réunion relative à la réforme statutaire du corps des officiers de port
18/03/2019	Biennale des territoires CEREMA
19/03/2019	Mobilisation interprofessionnelle
20/03/2019	Bureau UFSE
20/03/2019	Secrétariat Fédéral
20/03/2019	CHSCTM
21/03/2019	Bureau UFSE - FNEE Réunion relative à la note de gestion du RIFSEEP du corps des chargés d'études documentaires
26/03/2019	documentaires
27/03/2019	Euro manifestation Transports Bruxelles
27/03/2019	Secrétariat UIT
28/03/2019	Réunion MTES sur le corps des ITPE
28/03/2019	BAR DDI
28/03/2019	Congrès IGN FONCTIONNAIRES
28/03/2019	GT MTES - OS " Conditions de travail et temps de travail "
28/03/2019	Prépa CTM
29/03/2019	CTM
03/04/2019	Bureau UFSE
04/04/2019	Secrétariat Fédéral
08/04/2019	Présentation du projet de réforme du statut d'emploi ICTPE
10/04/2019	Bureau UIT
10/04/2019	Audience Cabinet droits moyens syndicaux
11/04/2019	Mobilisation des retraités
11/04/2019	CE UFSE
11/04/2019	Assemblée nationale Loi LOM
13/04/2019	Manifestation pour le droit de manifester
15/04/2019	Réunion animateurs vie syndicale
15/04/2019	Réunion Chercheurs
17/04/2019	Stage UIT 1er module
17/04/2019	Bureau UFSE
24/04/2019	Secrétariat Fédéral

25/04/2019	Secrétariat UIT
26/04/2019	Euro manifestation Bruxelles
30/04/2019	Bureau UFSE
1 ^{er} mai 2019	Journée internationale de droits des travailleurs
02/05/2019	DAM-OS
03/05/2019	Action originaires Outre-Mer
06/05/2019	Réunion de travail groupe égalité relatif à la concertation sur la version 2 protocole égalité
09/05/2019	Bureau UFSE
09/05/2019	Mobilisation Fonction Publique
15/05/2019	Secrétariat fédéral
20/05/2019	Réunion relative au complément indemnitaire annuel (CIA) 2019
21/05/2019	Congrès OFICT
22/05/2019	Bureau UFSE
22/05/2019	Secrétariat UIT
23/05/2019	CE UFSE
23/05/2019	CNTE
24/05/2019	Réunion relative au plan managérial
24/05/2019	Réunion relative au bilan des élections professionnelles de 2018
27/05/2019	Réunion UFSE : droits syndicaux
27/05/2019	réunion de travail groupe égalité relatif à la négociation sur la version 2 protocole égalité
28/05/2019	réunion relative aux conditions et temps de travail
Mai-Juin	Mobilisations dans les DIR
04/06/2019	CAP ITPE
04/06/2019	Collectif FD VN
05/06/2019	Bureau UFSE
05/06/2019	Secrétariat Fédéral
05/06/2019	CE fédérale
11/06/2019	Réunion Egalite pro
12/06/2019	Conseil national UFSE
13/06/2019	Elections CAP et COMEVAL Chercheurs
17/06/2019	Secrétariat Fédéral
17/06/2019	Secrétariat UIT
19/06/2019	Bureau UFSE
19/06/2019	Réunion DAM - OS
26/06/2019	Bureau UIT
26/06/2019	Réunion de travail relative au schéma d'emploi ministériel
27/06/2019	CTM
27/06/2019	CHSCTM

